

Globethics Repository

The logo for Globethics, featuring the word "Globethics" in white, sans-serif font centered within a solid blue rectangular background.

Bibliographie (bibliography)

This page was generated automatically upon download from the Globethics Repository. More information on Globethics see <https://www.globethics.net>. Data and content policy of Globethics Repository see <https://repository.globethics.net/pages/policy>.

Item Type	Article
Authors	International Labour Organization
Publisher	International Labour Organization
Rights	With permission of the license/copyright holder
Download date	2026-07-04 22:41:00
Link to Item	http://hdl.handle.net/20.500.12424/177963

LIVRES

Notices bibliographiques

David, Natacha. **De l'Asie au Brésil en passant par la Russie...**

Incidence de la crise financière et économique sur les femmes.

Bruxelles, Confédération internationale des syndicats libres, 1999.

34 pp. Publié aussi en allemand, en anglais, en espagnol et en portugais.

Sous le titre *Un monde à part: les femmes et l'économie mondiale*, la CISL publiait en 1996 un premier constat sur le prix payé par les travailleuses à la mondialisation. Cette nouvelle publication vient très opportunément faire le point de la situation. Elle a servi de base aux discussions de la 7^e Conférence mondiale des femmes de la CISL, tenue à Rio de Janeiro en mai 1999 avec la participation de représentantes syndicales du monde entier.

Que sont devenues les travailleuses dans une économie mondiale frappée de plein fouet par les crises économiques et financières? La CISL constate que, qu'il s'agisse de l'éducation ou de la formation, de l'accès à l'emploi, de la rémunération, de la pauvreté ou de la marginalisation des femmes, rien n'a vraiment changé depuis 1996. La crise qui a éclaté en Asie au cours de l'été 1997 pour atteindre, comme par une réaction en chaîne, la Russie un an plus tard, le Brésil au début de 1999, a eu de graves conséquences pour les femmes, qui, ainsi

que les statistiques et les témoignages le montrent, en paient le prix fort, et avec elles les enfants et les personnes âgées.

Les chiffres publiés par l'UNICEF sont terribles. Sur une population pauvre de 1,3 milliard de personnes dans le monde, plus de 70 pour cent sont des filles et des femmes. Le travail non rémunéré fourni par les femmes (travaux ménagers et activités de subsistance) est évalué à 11 000 milliards de dollars des Etats-Unis pour 1995 (près de la moitié de la valeur totale des biens et des services produits dans le monde au cours de cette année). Les salaires des femmes représentent en moyenne de 50 à 80 pour cent, pas plus, de ceux des hommes. Sur les 130 millions d'enfants qui ne fréquentent pas l'école primaire dans les pays en développement, 60 pour cent sont des filles. Près de deux tiers des 855 millions d'adultes illettrés sont des femmes. La violence à l'égard des filles et des femmes est la plus répandue des violations des droits fondamentaux; victimes de cette violence, près de 60 millions de femmes qui devraient être en vie aujourd'hui sont mortes.

L'étude brosse un large tableau des répercussions que les crises ont eues pour les femmes en Asie, en Russie, au Brésil et dans le reste de l'Amérique latine, en montrant quelle a été la réponse syndicale dans chacune de ces régions. En conclusion, la CISL réclame «une modernisation des ins-

institutions et des règles qui gouvernent les marchés financiers mondiaux». Il faut agir auprès des instances internationales, grâce à une large alliance de toutes les forces sociales, pour défendre les intérêts des travailleuses et faire appliquer les normes fondamentales de l'OIT, les normes sur l'interdiction de la discrimination à l'égard des femmes en particulier, dans le respect des objectifs fixés par la 4^e Conférence des femmes des Nations Unies à Beijing en 1995. Les syndicats exigent des gouvernements qu'ils honorent les engagements qu'ils ont pris lors de cette conférence et ils préparent activement l'Assemblée générale des Nations Unies qui se tiendra en juin 2000 sur le thème «Beijing + 5». Ils sont attentifs aussi au suivi du Sommet social de Copenhague.

La CISL a défini plusieurs lignes d'action pour l'avenir. Elle collabore au programme de l'OIT pour «des emplois en plus grand nombre et de meilleure qualité pour les femmes» et à l'élaboration d'un recueil de directives pratiques. Elle a publié elle-même un programme d'action positive pour les femmes dans la coopération au développement. Le travail se poursuit aussi à l'intérieur des syndicats, qui doivent veiller à ce que les femmes «aient leur mot à dire dans les prises de décisions».

Face aux crises économiques et financières qui déferlent sur le monde, le développement social, pour la CISL, est le grand enjeu de l'avenir. Pour relever ce défi, il importe que les syndicats fassent un effort de modernisation. Il est indispensable notamment qu'ils intègrent leur action dans une perspective sexospécifique, parce que les femmes sont au cœur des problèmes de justice sociale et de progrès social, «parce que les femmes ont besoin des syndicats comme les syndicats ont besoin des femmes».

*Elizabeth Goodson,
Equipe multidisciplinaire du BIT,
Budapest*

Gual, Jordi (directeur de publication).

Job creation: The role of labor market institutions. Cheltenham, Edward Elgar, 1998. xii + 204 pp. Tableaux, figures, index. ISBN 1-85898-78 9-X.

Cet ouvrage rend compte des résultats d'une réunion qui s'est tenue à Barcelone en 1997 sur les problèmes du marché du travail. Réunissant les contributions de spécialistes de diverses disciplines, il propose un fort intéressant parcours dans le domaine de l'économie du travail et des relations professionnelles.

Les problèmes du marché du travail – l'insuffisante création d'emplois, le chômage massif – sont présentés dans le chapitre introductif comme des problèmes structurels, le résultat des rigidités institutionnelles. Globalement bénéfiques, les réformes institutionnelles qu'il faudrait opérer sont bloquées cependant, dans la mesure où elles comportent une redistribution du pouvoir économique, des rentes et des possibilités d'emploi, par ceux qui profitent du système en place. C'est ainsi que les conditions de la concurrence, les marchés et les institutions du marché du travail évoluent à des rythmes différents. Pour résoudre les problèmes du marché du travail, il faudrait coordonner ces évolutions: l'intensification de la concurrence réclame un accroissement de la capacité d'adaptation sur le marché du travail, où il faut avoir des institutions souples.

Cette analyse assez carrée est reprise de façon plus prudente dans les chapitres suivants. Stephen Nickell se demande par exemple s'il faut toujours souhaiter un ajustement rapide et si un certain délai (délai que les mécanismes institutionnels introduisent généralement dans les phénomènes d'emploi et de chômage) n'est pas bénéfique du point de vue social dans la mesure où, l'ajustement s'étalant sur un temps plus long, les individus peuvent mieux s'y adapter. Sur les réformes institutionnelles qu'appelle parallèlement

l'évolution des exigences du marché, Dennis Snower est très net. Pour répondre aux conditions entièrement nouvelles que «la révolution de l'organisation» crée selon lui, il préconise, plutôt que de réformer les régimes d'indemnisation du chômage, d'instituer un système de «comptes chômage et formation». Il s'agirait de comptes d'épargne personnels que les gens pourraient utiliser soit pour disposer d'un revenu de remplacement en cas de chômage, soit pour financer leur formation afin d'améliorer leurs qualifications. Paul Osterman observe les progrès de la flexibilité sur le marché du travail américain et les carences des dispositifs institutionnels classiques (comme on le voit particulièrement bien selon lui en Allemagne, pays dont le système aurait perdu beaucoup de son lustre); il défend plus prudemment des institutions telles que les agences de travail temporaire, qui jouent un rôle important sur le marché du travail moderne.

Parmi les autres auteurs, Vicente Salas se montre partisan d'un renforcement de la flexibilité fonctionnelle et d'un régime de contrats de travail «ouverts». Il conviendrait d'assurer plus de transparence dans l'information des travailleurs, d'améliorer les mécanismes d'arbitrage et d'obtenir des employeurs un plus gros effort en faveur de la formation et de l'employabilité. Colin Crouch ne pense pas qu'on obtienne les meilleurs résultats en misant, face aux problèmes de la mondialisation, sur le jeu automatique d'un marché du travail qui fonctionnerait parfaitement. L'Etat doit intervenir, pense-t-il, pour imposer des règles aux acteurs institutionnels et ne pas chercher à les neutraliser. Dans un ultime chapitre sur les multinationales, les délocalisations et l'emploi en Europe, Anthony Ferner évoque du point de vue institutionnel la concurrence qui peut s'exercer entre les Etats sur le plan du régime général de travail et les mesures de dumping social, entraînant des délocalisations d'entreprises au sein ou en dehors de l'Union européenne.

Même si l'importance du phénomène est exagérée, il convient, pense-t-il, d'apporter au niveau supranational une réponse coordonnée à certains des problèmes posés par la politique de délocalisation des multinationales.

Cet ouvrage, qui élargit le champ de la réflexion sur la question de l'adéquation des exigences du marché et des structures institutionnelles, sera utile à tous ceux qui, dans la recherche ou dans la conduite de l'action publique, se préoccupent des problèmes du marché du travail.

*Peter Auer,
Département de la stratégie
en matière d'emploi*

Joshi, Heather; Paci, Pierella, avec le concours de Makepiece, Gerald, et de Waldfoegel, Jane. **Unequal pay for women and men**. Cambridge, MIT Press, 1998. xvii + 181 pp. Tableaux, figures, bibliographie, index. ISBN 0-262-10068-1.

On ne compte plus les études sur les disparités de rémunération entre les hommes et les femmes. Fondée sur des données personnelles extrêmement détaillées, celle-ci est différente. La plupart des travaux sur la discrimination ou les inégalités de traitement dont les femmes sont victimes dans l'emploi tentent de déterminer s'il faut chercher la cause des différences de rémunération moyenne observées dans les capacités que les hommes et les femmes apportent sur le marché du travail, dans les possibilités qu'ils ont d'exploiter ces capacités ou alors dans la discrimination, qui ferait que, même en déployant les mêmes capacités, même pour un produit marginal d'égale valeur, les femmes seraient moins bien rémunérées. Pour les gains des hommes et des femmes, beaucoup d'études utilisent des chiffres moyens non corrigés en fonction de la répartition des uns

et des autres par profession. Il est souvent difficile alors de dire si les différences observées s'expliquent par des différences de capacités, par des différences effectives de rétribution dans les mêmes emplois ou des emplois semblables ou par des différences d'orientation professionnelle, qu'elles résultent des choix des individus, de la discrimination, ou du jeu faussé du marché du travail. Certaines études utilisent l'instruction ou la formation, mesurées de diverses manières, comme indicateur des capacités, souvent dans l'idée que les différences d'orientation professionnelle ou de rémunération entre des hommes et des femmes aux capacités présumées semblables ont leur origine, leur principale origine en tout cas, du côté de la demande de travail. D'autres mettent en évidence certains facteurs qui joueraient du côté de l'offre et qui conduiraient les femmes à s'orienter vers certains emplois (les emplois à temps partiel, par exemple) moins bien rémunérés que les emplois «masculins» ou dans lesquels leurs capacités seraient incomplètement utilisées. A cela s'ajoutent les facteurs sociaux qui confèrent aux femmes le rôle principal dans l'éducation des enfants et qui peuvent entraîner, dans leur vie professionnelle, des interruptions très préjudiciables à leurs conditions d'emploi et de rémunération.

L'étude de Joshi et Paci porte sur deux cohortes d'hommes et de femmes nés en 1946 et en 1958 et sur les rémunérations comparées entre 1978 et 1991. Elle comprend deux analyses, l'une sur la situation de la première cohorte en 1977-78, époque où ses membres allaient avoir 32 ans, l'autre sur la situation de la seconde cohorte en 1991, époque où ses membres avaient 33 ans, avec comparaison des résultats. Les auteurs disposent, grâce à ces deux sources, d'une remarquable base de données qui leur permet d'étudier les conditions de rémunération, d'emploi et d'instruction selon le sexe et pour chaque sexe isolément. Les données personnelles sur

lesquelles ils s'appuient les dispensent de faire des hypothèses sur la distribution des caractéristiques moyennes. Elles leur permettent aussi d'effectuer des analyses d'un grand intérêt, notamment sur l'effet des changements survenus au cours des années quatre-vingt. Ayant accès à une mine très riche d'informations détaillées, les auteurs en font le meilleur usage.

Le chapitre 1 s'ouvre par un bref exposé des éléments du problème, avec des données comparées pour une série de pays développés. L'hypothèse de base est que, dans une économie de marché fonctionnant de façon neutre et efficace, les personnes de même qualification et de même productivité occupées dans des emplois d'un même intérêt devraient recevoir la même rémunération. A productivité égale, dans de tels emplois, la justice commande le paiement d'une rétribution égale indépendamment du sexe, de l'âge ou de l'appartenance ethnique. Si la rémunération correspond à la valeur du produit marginal des travailleurs, on aura aussi une allocation efficace des ressources. C'est en fonction de ces critères que l'évaluation est conduite. Il n'y a pas de moyen objectif toutefois de déterminer l'égal intérêt économique de différents emplois. Réel peut-être pour les théoriciens attentifs aux questions de définition, ce problème n'est pas insurmontable en recherche appliquée: il suffit de réserver la définition et d'admettre que c'est un problème dont il faut s'accommoder. Faute de connaître la valeur du produit marginal des individus, les auteurs ne peuvent davantage déterminer vraiment s'il y a allocation efficace des ressources.

Le chapitre 2 offre un remarquable aperçu des études antérieures, des méthodes de recherche et des principaux résultats, où se révèle l'art de dégager l'essentiel de façon concise et équilibrée. Le chapitre sera peut-être un peu difficile, comme d'autres parties de l'ouvrage, pour les lecteurs qui maîtrisent mal l'algèbre: on le regrettera car la matière est excellente et excellent le

résumé. Il n'est pas facile, dans un livre de ce genre, de bien cibler le lectorat et de trouver le juste niveau d'exposition. C'est pour des lecteurs assez versés en économie, en mathématique et en statistique que Joshi et Paci écrivent: il est dommage qu'ils ne se soient pas étendus davantage dans leurs explications à l'intention des lecteurs moins spécialisés car leur ouvrage mérite une large audience.

A propos des données utilisées, le chapitre 3 fait apparaître d'intéressants changements dans l'activité professionnelle des membres des cohortes étudiées. Le taux d'activité est plus élevé chez les femmes de la seconde cohorte que chez celles de la première, et le travail à plein temps plus courant. Les auteurs se réfèrent fréquemment à des études analogues conduites au Royaume-Uni ou dans d'autres pays, moyen de déterminer ce qu'il peut y avoir de particulier ou d'inattendu dans leurs données. Ils discutent franchement les constatations surprenantes qu'ils peuvent être conduits à faire en laissant le lecteur libre de son opinion sur la qualité des données ou les particularités du parcours professionnel des groupes considérés. Il semble par exemple que l'expérience professionnelle n'ait pas d'incidence sur les gains masculins dans la première cohorte et une incidence forte dans la seconde. Il semble aussi qu'entre la continuité d'emploi chez le même employeur et les gains masculins la relation ne soit pas de même sens dans les deux cohortes. Ces résultats concorderaient avec ceux d'une étude antérieure d'un des auteurs; on constaterait effectivement que les changements d'emploi sont avantageux pour les hommes jeunes.

Quant à l'évolution des rémunérations comparées des hommes et des femmes, les auteurs arrivent aux résultats suivants. Pour les travailleurs à plein temps, l'écart de rémunération (mesuré aux logarithmes des salaires) était en 1978 d'un peu plus de 30 pour cent. Il était dû pour un tiers environ à une différence de capacités, de «capital

humain» (instruction, formation, qualification), moindre dans l'ensemble chez les femmes que chez les hommes, et pour deux tiers à une différence de rétribution de ce capital, inférieure pour les femmes. En 1991, après plus de dix ans d'action législative en faveur de l'égalité de chances, l'écart n'était plus que de 16,7 pour cent, une réduction de près de la moitié. Il ne s'expliquait plus que pour 1 pour cent par l'inégalité du capital humain; pour le reste – 15,6 pour cent –, il était imputable selon les auteurs «au traitement défavorable des femmes sur le marché du travail à plein temps». Compte tenu de la marge d'erreur que comportent les chiffres, il n'est pas possible d'affirmer en fait qu'il y a eu un recul de la discrimination. Et il est concevable en tout état de cause que l'écart de rémunération qui subsiste pour des travailleurs et des travailleuses aux capacités semblables s'explique par le fait que les femmes s'orientent vers certains emplois plutôt que vers d'autres ou qu'elles ne peuvent exploiter leurs capacités aussi bien que les hommes.

Joshi et Paci ne s'arrêtent pas là. Des travaux récents ayant indiqué que l'égalité des gains moyens, condition peut-être nécessaire, ne suffit pas à établir l'absence de discrimination, qu'il faut comparer la distribution respective des gains masculins et féminins, ils s'attachent à déterminer, à partir des caractéristiques personnelles, si l'inégalité était aussi générale en 1991 qu'en 1978 pour l'ensemble des travailleuses à plein temps ou si la situation de certaines s'était améliorée comparativement sous l'effet de la législation. Il apparaît que certains atouts professionnels étaient mieux rétribués en fait chez les femmes que chez les hommes; tel était le cas de l'instruction pour les femmes de la cohorte de 1978, à l'inverse de la compétence et de l'expérience, mieux rémunérées chez les hommes. Les auteurs estiment que la législation sur l'égalité de rémunération a entraîné une amélioration de la situation de

la majorité des travailleuses à plein temps mais qu'il y a eu un renforcement de la discrimination à l'égard de celles – une fraction de 20 pour cent – qui sont comparativement les mieux loties. Sans que les résultats puissent être considérés comme significatifs du point de vue statistique, on peut penser que, globalement, le handicap dont souffrent les femmes sur le marché du travail s'est réduit au Royaume-Uni entre la fin des années soixante-dix et le début des années quatre-vingt-dix. Valables, en toute rigueur, pour des travailleurs et des travailleuses au début de la trentaine, ces constatations pourraient l'être aussi, selon d'autres observations, pour les autres groupes d'âge. Il reste que les travailleuses à plein temps gagnaient en moyenne 17 pour cent de moins que leurs homologues masculins de même profil.

Les caractéristiques des emplois occupés par les hommes et par les femmes expliquent-elles les différences de rémunération? Une série d'études montrent que les professions où les femmes sont majoritaires sont généralement moins bien payées, eu égard aux capacités nécessaires, que celles où l'on trouve principalement des hommes. Les caractéristiques personnelles et la composition respective des emplois «masculins» et «féminins» expliquent ensemble pour environ 60 pour cent l'écart de rémunération, le second facteur n'ajoutant que très peu de chose à l'effet du premier. Quoi qu'il en soit, une travailleuse de 33 ans peut espérer gagner environ 6 pour cent de plus dans les emplois «masculins» que dans les emplois «féminins», sans que les auteurs, ils le reconnaissent, puissent dire pourquoi. C'est un des faits qui donnent à penser que les disparités de rémunération constatées précédemment pourraient ne pas être entièrement dues à la discrimination, à la décision délibérée de pratiquer des salaires différents pour les hommes et les femmes à capacités égales. Peut-être résultent-elles simplement des décisions de certains

employeurs qui font principalement appel à des travailleurs ou à des travailleuses. Celles-ci pourront se voir ainsi désavantagées sans que ce soit par l'effet d'une réelle discrimination.

Dans le travail à temps partiel, l'infériorité des salaires peut s'expliquer, si l'on considère la situation familiale, par la présence d'une forte proportion de femmes ayant des enfants. Les travailleuses à temps partiel souhaitent généralement travailler près de chez elles, de façon à réduire les temps de trajet; leur secteur de prospection ou leurs choix professionnels peuvent s'en trouver réduits et, de ce fait, les rémunérations moyennes. Les auteurs constatent cependant que, toutes choses égales d'ailleurs, les femmes qui ont des enfants ne sont apparemment pas moins bien rémunérées que celles qui n'en ont pas.

Les données sur lesquelles l'étude se fonde concernent des groupes d'âge assez restreints, ce qui pourrait limiter la portée des observations faites. Elles correspondent cependant, les auteurs l'ont vérifié, à celles qui peuvent être tirées d'un échantillon complet de travailleurs dans l'enquête sur les gains régulièrement conduite au Royaume-Uni, avec, là aussi, un traitement distinct pour les travailleuses à plein temps et les travailleuses à temps partiel.

Contrairement à ce que l'on attendrait, ainsi que les auteurs le font remarquer, la diminution de l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes dans le travail à plein temps apparaît moins nette. La part de cet écart qui peut s'expliquer par l'inégalité du capital humain est devenue à peu près nulle. Niveau d'instruction, degré d'expérience: chez les travailleurs à plein temps nés en 1958, il n'y a pas de différences entre les hommes et les femmes, fait notable en lui-même. Dans l'ensemble, les hommes ne sont pas plus qualifiés que leurs collègues féminines, mais on observe toujours une forte concentration de femmes dans certains types d'emplois. La proportion des travailleuses à temps partiel a un

peu diminué. C'est, dans une mesure croissante, une question de capital humain. La qualité générale des emplois à temps partiel s'est aussi détériorée; ils se rencontrent souvent dans des professions de niveau inférieur et dans des petites entreprises.

Joshi et Paci évoquent pour conclure les lignes d'action possibles. Ils préconisent un renforcement de la législation sur l'égalité de rémunération, non sans avoir relevé que son efficacité dépend du cadre dans lequel elle s'applique. Il conviendrait de mieux soutenir l'action de la Commission de l'égalité des chances, d'apporter une assistance aux travailleurs qui s'adressent à elle et d'engager auprès d'elle des actions collectives. Les auteurs attendent des effets positifs de la législation sur les salaires minima comme de la directive de la Commission européenne, actuellement à l'état de projet, sur le travail à temps partiel et le travail à durée déterminée. Ils souhaitent aussi une amélioration de la formation, qui devrait se défaire des anciens stéréotypes sur les hommes et les femmes. Ce dernier chapitre est à certains égards moins convaincant. Les mesures proposées manquent de mordant; elles insistent sur la transformation des attitudes sociales, des comportements familiaux, la modification du partage des tâches au foyer, questions sans doute importantes, domaines où il existe certainement de gros obstacles à la véritable égalité des chances mais où l'action publique trouve plus difficilement à s'exercer que sur d'autres fronts.

Ces réserves n'enlèvent rien aux mérites de l'ouvrage. A l'aide de données d'un grand intérêt, les auteurs présentent une analyse complète et détaillée de la situation professionnelle de deux cohortes d'hommes et de femmes à diverses époques en s'attachant à déterminer les différences de traitement, leur importance et leurs causes. L'étude, où toutes les théories et les explications «classiques» sont interrogées, éclaire certains aspects du fonctionnement du marché du travail jusqu'ici très obscurs,

en raison notamment de la difficulté de mesurer certaines des caractéristiques personnelles qui, pense-t-on, expliquent en partie les différences. Sans être toujours significatifs du point de vue statistique, les résultats sont presque tous intéressants et souvent neufs, ce qui n'est pas peu dire. Ici et là l'analyse sera difficile à suivre pour le non-spécialiste malgré tout l'intérêt qu'il porterait au sujet: qu'il se montre persévérant et qu'il fasse appel au besoin à un collègue à l'aise avec les chiffres; il pourra même s'il le faut sauter les passages trop ardues et aller aux conclusions, où les auteurs font preuve de jugement et d'objectivité, sans affirmer plus que ce qu'ils ont établi ni passer sur les réserves statistiques que leurs résultats peuvent parfois appeler.

Un excellent ouvrage, en résumé, une étude sérieuse et une référence pour les travaux futurs. A recommander à tous ceux qui s'intéressent, où que ce soit, à la situation comparée des hommes et des femmes dans le monde du travail.

*Derek Robinson,
Membre du Conseil scientifique,
Revue internationale du Travail*

Kornai, Janos. **Struggle and hope: Essays on stabilization and reform in post-socialist economy.** Cheltenham, Edward Elgar, 1997. xiv + 290 pp. Tableaux, figures, bibliographie, index. ISBN 1-85898-606-0.

Janos Kornai est l'un des meilleurs spécialistes des économies socialistes et post-socialistes d'Europe. Dans des analyses très pénétrantes, il a mis en évidence certaines des caractéristiques de ces économies, comme le mécanisme des pénuries avec un régime de contraintes budgétaires lâches. Il présente ici un tableau aussi original qu'intéressant du passage à l'économie post-socialiste. Bien qu'il soit presque exclusivement question de l'économie hongroise, les concepts et l'analyse sont valables la

plupart du temps pour les autres économies en transition d'Europe.

L'ouvrage est un recueil d'articles et d'interviews publiés de 1994 à 1996. Les conditions macroéconomiques d'une croissance soutenue, le développement de la Hongrie, l'élimination de l'économie de la pénurie, les mesures d'ajustement et de stabilisation, l'état social et la politique sociale: tels en sont les principaux sujets. On peut relever certaines répétitions d'un texte à l'autre et penser que l'ordre des chapitres n'est pas le plus logique, mais ce sont des défauts plus ou moins inévitables dans une collection de textes rédigés en diverses occasions pour différents publics.

L'auteur présente une remarquable analyse des options macroéconomiques et sociales que comporte le passage d'une économie socialiste planifiée à une économie de marché fondée sur l'entreprise privée, analyse qui s'inscrit dans un solide cadre de référence politique et économique, à la différence de tant d'études d'inspiration néoclassique et technocratique. Kornai n'hésite pas à exprimer, sur de multiples aspects de l'action publique, un avis fondé sur des positions éthiques bien définies.

L'ouvrage met en évidence les nombreuses particularités de l'expérience de la Hongrie qui distinguent ce pays des autres pays socialistes, avec une intéressante analyse du «communisme goulache». Après le traumatisme de la révolution de 1956, le pouvoir en place a tout fait pour éviter les tensions et les conflits. La politique de développement a été axée sur l'accroissement de la consommation et l'amélioration du niveau de vie, le pays édifiant au fil des années un système avancé de protection sociale. Par une série de réformes économiques, on s'est attaché à réduire le dirigisme, à développer le rôle du marché, à accroître l'autonomie des entreprises, à encourager la propriété et l'entreprise privées. Contrairement à ce qui s'est passé dans

d'autres pays, les réformes post-socialistes n'ont pas représenté une rupture mais, du moins au début, la poursuite des transformations engagées au cours des trente années précédentes.

Autre analyse intéressante: celle du programme d'ajustement et de stabilisation mis en œuvre en 1995. Ce programme, qui s'écartait résolument de la politique antérieure, imposait une réduction des dépenses publiques, une compression des dépenses sociales et une baisse des salaires réels. Il comportait aussi des mesures originales visant à réaménager l'emploi des ressources. L'inflation a été ainsi modérée; le produit intérieur brut a légèrement augmenté, comme l'emploi; la dette publique a été réduite; les exportations ont progressé, et les réserves de change se sont accrues.

L'auteur est très critique à l'égard du système de protection sociale institué, trop tôt juge-t-il, en Hongrie. Compte tenu du revenu par habitant, la proportion du PIB affectée aux dépenses sociales est extrêmement élevée, le pays se situant à cet égard au niveau des Etats scandinaves. Kornai préconise un système fondé sur les besoins et de fortes réductions des prestations; il conviendrait de privatiser davantage la santé, l'éducation et le régime de pensions et de diversifier les institutions appelées à assurer les services sociaux. Ses recommandations reposent en dernière analyse sur une philosophie qui privilégie la responsabilité individuelle, avec une réduction du rôle de l'Etat, tout en faisant appel à la solidarité pour répondre aux besoins essentiels des catégories vulnérables.

*Dharam Ghai,
Membre du Conseil scientifique,
Revue internationale du Travail*

Vaughan-Whitehead, Daniel. **Albania in crisis: The predictable fall of the shining star**. Cheltenham, Edward Elgar, 1999.

xxiii + 360 pp. Tableaux, figures, bibliographie, index.
ISBN 1-84064-070-7.

La croissance rapide que l'Albanie a connue à partir de 1993 a conduit à y voir une remarquable réussite, l'un des exemples à suivre dans la région. «Etoile montante», «tigre des Balkans»: tels sont les qualificatifs qu'inspiraient les progrès du pays au cours des premières années de la phase de transition économique. Et voilà que, au début de 1997, l'Albanie est paralysée par une crise sans précédent, qu'on met à sac les entreprises et les bâtiments publics. Selon l'explication la plus souvent entendue, ce serait la conséquence de la débâcle des fonds «pyramidaux», où la plus grande partie de la population avait investi son épargne.

Pour l'auteur de cet ouvrage, conseiller de l'équipe du BIT pour l'Europe centrale et orientale à Budapest, il s'agit d'une explication très partielle, pour ne pas dire trompeuse. La débâcle des fonds n'a été que l'événement qui a déclenché les choses. La révolte populaire a été en fait la réaction soudaine et violente à un ensemble de problèmes économiques et sociaux devenus insupportables: la chute de l'activité industrielle (de plus de 80 pour cent); l'absence d'activités de remplacement dans les services, secteur neuf et encore fragile («l'économie des kiosques», comme on l'a appelé); les carences du système bancaire, encore incapable de jouer son rôle d'intermédiaire, de répondre à la demande croissante de crédit des entreprises qui se créaient grâce à l'important apport de capitaux constitué par les remises des Albanais à l'étranger (autre particularité du «miracle albanais»); l'insuffisance des investissements étrangers; l'échec du programme massif de privatisation (les titres distribués aux citoyens ne valant plus que 1 pour cent de leur valeur nominale). Sur le plan social, la progression du chômage, la chute des salaires réels et la baisse du niveau de

vie condamnaient de plus en plus de gens à la misère. Sur bon nombre de ces phénomènes, c'est la première fois qu'on dispose d'informations solides, grâce à une série d'enquêtes conduites par l'auteur de 1993 à 1997 auprès de plus d'un millier d'entreprises.

L'ouvrage dresse un bilan des destructions et des dommages matériels qu'elles ont causés par région, par activité et selon le type de propriété (publique, privée). On peut faire des constatations intéressantes qui montrent bien la complexité de la crise. Le mouvement de révolte a touché des milliers d'entreprises dans tout le pays (alors que, selon la plupart des comptes rendus des médias, il s'était circonscrit dans le sud), avec d'importants risques de guerre civile dans le nord. Que ce soient non seulement des bureaux et des bâtiments publics qui aient été saccagés, mais aussi de très nombreuses entreprises privées, notamment des entreprises appartenant à des investisseurs étrangers, contre lesquels la colère était particulièrement forte, indique que le mouvement, où il semble que les travailleurs aient joué leur rôle, était dirigé non seulement contre l'Etat mais aussi contre une certaine forme de gestion caractéristique de la phase de transition.

L'ouvrage présente aujourd'hui un intérêt particulier pour deux raisons au moins. L'analyse des causes de la crise de 1997 fournit d'abord la liste d'une série d'erreurs à ne plus commettre. Le bilan qu'il tente de dresser au lendemain de la crise permet en outre de voir quels sont les secteurs les plus solides, ceux qui pourraient constituer la nouvelle assise de l'économie albanaise, où il conviendrait de concentrer les efforts pour revitaliser celle-ci, affaiblie encore par le conflit du Kosovo et l'arrivée de milliers de réfugiés. Dans la situation actuelle, il importe, selon l'auteur, de mettre en œuvre une politique économique plus souple, plus équilibrée, qui fasse une plus grande place aux considérations microéconomiques et qui favorise, en sy-

nergie, le développement de la production locale et l'accroissement de la consommation – qui redynamise les forces de production grâce à une amélioration et à une ouverture plus large du crédit et qui stimule la demande intérieure grâce à un relèvement des salaires et des conditions de vie. Voilà, face aux thèses libérales orthodoxes qui semblent avoir dominé jusqu'ici les discussions sur l'Europe centrale et orientale, des idées simples qu'il fait bon entendre. Reste à savoir si les institutions financières internationales seraient prêtes à les intégrer dans les programmes macroéconomiques qu'elles recommandent aux Etats de la région. Il semble aussi que l'heure soit

venue de lancer un ambitieux plan de lutte contre la pauvreté et de renforcement du dialogue social pour éviter une nouvelle explosion.

Un ouvrage d'une grande valeur non seulement pour les institutions internationales et les experts qui travaillent au redressement de l'Albanie, mais aussi pour les responsables de la région et pour tous ceux qui s'intéressent, dans la recherche, sur le plan professionnel ou par simple curiosité intellectuelle, aux problèmes du passage à l'économie de marché.

*Elizabeth Goodson,
Equipe multidisciplinaire du BIT,
Budapest*

Livres récents

Bhaduri, Amit; Skarstein, Rune (directeurs de publication). **Economic development and agricultural productivity**. Cheltenham, Edward Elgar, 1997. xii + 284 pp. Tableaux, bibliographie, index. ISBN 1-85898-615-X.

La productivité agricole est un facteur fondamental du développement économique. Simple et évident dans les économies essentiellement agricoles, le lien est plus complexe dans celles qui s'industrialisent. Pour comprendre le phénomène d'industrialisation, il importe de voir comment la productivité agricole concourt à maintenir l'équilibre intersectoriel, en influant sur l'offre de produits alimentaires, de matières premières et de main-d'œuvre, en stimulant la demande de produits industriels et en agissant sur les interactions prix-coûts.

En même temps que les facteurs de la productivité agricole, cet ouvrage étudie les causes de la faiblesse et de la stagnation de celle-ci dans les pays en développement. Sans se limiter, comme il arrive généralement, aux aspects techniques, il prend en compte des éléments plus complexes: la dégradation de l'environnement, la structure du pouvoir politique, les facteurs socio-économiques, les biotechnologies. Divisé en quatre parties, il traite successivement de l'évolution historique (régime agraire et productivité agricole en Europe depuis la fin du Moyen Age, productivité et rendements dans les pays développés de 1800 à 1990), du mécanisme des prix (avec deux études de cas portant notamment sur la libéralisation des échanges, les termes de l'échange et la croissance de l'agriculture en Inde), de l'influence des rapports de classes et du rôle de l'Etat (en Inde, en Amérique latine, en Egypte et en

Tanzanie) et des limites écologiques de l'augmentation de la productivité agricole.

La dernière partie contient deux chapitres qui méritent une mention spéciale. Le premier, sur la mesure de la productivité agricole, propose une approche beaucoup plus large que celle qui est suivie dans les travaux néoclassiques, où il s'agirait simplement d'aménager l'appareil économique traditionnel de façon à mesurer les effets externes et d'établir des critères pour assurer dans le temps l'allocation optimale des ressources, renouvelables et non renouvelables. Selon l'auteur, c'est du côté de l'économie écologique qu'il faut chercher la solution, suivant le principe que, sans avoir de commune mesure, les éléments constitutifs de l'économie sont comparables selon différentes échelles de valeurs. Il serait possible d'étudier ainsi non seulement les mécanismes de formation des prix mais aussi l'approvisionnement énergétique et matériel des collectivités humaines, en utilisant des indicateurs biophysiques (les rendements énergétiques, par exemple, l'érosion génétique, etc.).

L'autre chapitre, sur les biotechnologies et la productivité agricole, s'achève sur une note pessimiste. Les biotechnologies, dit l'auteur, pourraient concourir à mieux assurer l'avenir de l'agriculture mondiale, la sécurité alimentaire de l'humanité, le progrès économique. Cela est très improbable, malheureusement, car elles se développent et s'appliqueront dans un monde où, pour ceux qui en contrôlent la mise au point, ces objectifs sont tout au plus accessoires. Toujours selon l'auteur, l'extension de la propriété intellectuelle au vivant est lourde de menaces pour les marchés agricoles traditionnels et pour une grande partie des pays en développement qui y écoulent leur production. Avec les progrès de l'informatique et de la robotique, c'est une conjoncture qui augure mal de l'avenir de la plupart de ces pays: «Il faut repenser le lien entre la productivité agricole et le développement économique.» Et, quand

l'auteur s'interroge finalement sur l'intérêt même de la productivité, le sens du développement, les progrès apportés par l'évolution sociale, ce ne sont pas des phrases.

Les dix chapitres de l'ouvrage, qui auraient pu ne donner qu'une série d'aperçus techniques sur un sujet technique, composent en fait une monographie multidisciplinaire où les analyses historique, économique et statistique se combinent pour mieux cerner certains grands problèmes de développement. Par la diversité et la profondeur des analyses, les différentes études nous font progressivement entrevoir, derrière ses multiples aspects, l'ensemble d'une réalité complexe. Certains chapitres soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses – comme le fait souvent remarquer le commentaire dont ils sont suivis –, mais le lecteur est au moins sûr de mieux comprendre où sont les vrais problèmes.

M. A. L.

Boserup, Ester. **My professional life and publications 1929-1998**. Copenhagen, Museum Tusulanum Press (Université de Copenhagen), 1999. 62 pp. ISBN 87-7289-520-9.

Il est rare que les travaux d'un chercheur changent le cours des choses. On peut le dire de ceux d'Ester Boserup, personnalité remarquable qui évoque ici sa carrière. A une époque qui peut apparaître aux jeunes chercheurs d'aujourd'hui comme celle d'une noire ignorance, bien avant qu'on se penche sérieusement sur la question de la division du travail entre hommes et femmes – la question générale, ne parlons pas de l'Afrique rurale! –, Ester Boserup découvrait la grande faiblesse des études sur le développement économique, où cette question était totalement négligée. Publié en 1970, son ouvrage novateur sur le rôle des femmes dans le développement éco-

nomique allait entraîner une vaste réorientation des travaux ultérieurs et, bientôt, de l'action publique (*La femme face au développement économique*, Paris, PUF, 1983).

Cette étude extrêmement féconde s'inscrit en fait dans une liste impressionnante de publications qui se sont succédé de 1934 à nos jours. Si Ester Boserup a inspiré un courant de recherche remarquable sur la place des femmes dans le développement, c'est notamment par le sérieux et la rigueur de sa démarche. Ses observations sur la division sexuelle du travail ont changé les données du débat sur le développement et ont concouru à rendre possibles les progrès de la condition féminine qui se sont amorcés dans la plupart des régions dans les années soixante-dix.

Sur une très riche carrière professionnelle, on lira avec intérêt ce petit livre.

M. F. L.

Browne, Irene (directrice de publication). **Latinas and African American women at work: Race, gender, and economic inequality**. New York, Russel Sage Foundation, 1999. x + 441 pp. Tableaux, figures, index. ISBN 0-87154-147-5.

Cet ouvrage est inspiré par le souci de corriger une certaine orientation des études sur le travail aux Etats-Unis, études qui se concentreraient, en fait sinon de propos délibéré, sur les problèmes des travailleurs noirs et négligeraient ceux des femmes des populations minoritaires. Dus à des sociologues et à des économistes connus, les treize chapitres mettent en évidence le double handicap que constituent la race et la condition de femme pour les travailleuses noires et les travailleuses latino-américaines. Les différentes études, qui couvrent la période écoulée depuis 1964, année de l'adoption de la loi sur les droits civils, portent sur toutes les catégories socioprofessionnelles – des

femmes au bénéfice de l'assistance aux femmes d'un niveau professionnel supérieur de la classe moyenne – et analysent les facteurs qui peuvent venir aggraver leur situation: l'évolution de la demande de personnel qualifié, l'accroissement du nombre des travailleurs immigrés, la combinaison du travail et des responsabilités familiales, la discrimination dans l'emploi. L'existence du double handicap et d'une discrimination à l'embauche est bien mise en évidence par les inégalités observées dans le cas des femmes qualifiées, inégalités qui ne peuvent être imputées à des différences d'instruction ou de formation.

L'ouvrage combine heureusement l'examen détaillé des faits et les études théoriques de portée plus générale. On donnera, comme exemple de la première démarche, le chapitre de Susan González Baker sur la situation des femmes d'origine mexicaine sur le marché du travail dans les Etats du sud-ouest des Etats-Unis et, comme exemple de la seconde, le chapitre de Barbara Reskin et Camille Charles sur l'appartenance ethnique et le sexe dans les études sur le marché du travail, qui insiste sur les limites et les risques de distorsion que comportent les études sur des sous-populations dans le cas d'un marché aussi divers que celui des Etats-Unis. Autre exemple, peut-être moins évident, des études du second type: celle de Paula England, Karen Christopher et Lori Reid sur l'appartenance ethnique, le sexe et les salaires, qui montre que les facteurs déterminants des disparités de rémunération ne sont pas les mêmes pour celles qui sont liées à l'appartenance ethnique et celles qui sont liées au sexe.

Une matière riche, des études pénétrantes: voilà un ouvrage que ne sauraient laisser passer les lecteurs qui s'intéressent aux problèmes du marché du travail aux Etats-Unis. Les questions théoriques et méthodologiques qui y sont abordées en font un document d'un grand intérêt aussi – une invitation à poursuivre la recherche – pour le cercle beaucoup plus large de tous ceux

qui se soucient des problèmes d'égalité et de la situation comparée des hommes et des femmes dans le monde du travail.

M. A. L.

Custers, Peter. **Capital accumulation and women's labour in Asian economies.**

Londres, Zed Books, 1997. 401 pp.

Tableaux, figures, cartes, glossaire, bibliographie, index.

ISBN 1-85649-576-0.

«On ne peut pas davantage dire du marxisme qu'il a définitivement échoué qu'on ne saurait le dire du christianisme, par exemple, de l'islam, de la physique quantique ou du libéralisme.» Si l'on cite ici ce propos de Gerrit Huizer, de l'Université catholique de Nijmegen, auteur de la préface, c'est pour prévenir d'emblée toute méprise: non, le contenu de cet ouvrage n'est pas aussi évident que son titre, tout direct qu'il est, pourrait le faire croire. Selon l'auteur, l'accumulation de capital a atteint en Asie un point où les outils d'analyse de Marx sont tout à fait applicables, mais, dit-il –etc' est la grande originalité de l'étude qu'il fait, dans cette optique, du travail des femmes au Japon, au Bangladesh et en Inde –, il importe d'élargir les concepts marxistes en tenant compte des théories féministes.

L'auteur montre, dans la section introductive de l'ouvrage, la valeur que la pensée marxiste conserve du point de vue politique et intellectuel en Asie, notamment en Inde. Il souscrit aux concepts économiques marxistes mais non sans réserves. Partant des travaux des économistes classiques, d'Adam Smith et de David Ricardo, Marx, dit-il, a hérité de certaines de leurs limitations, dont une forte prévention à l'encontre des femmes. Concentrant son attention sur l'économie «publique», il n'a pas tenu compte du travail domestique que les femmes fournissent dans l'estimation de la valeur de la force de travail; pas plus que

ses prédécesseurs il n'a pris en considération la division du travail entre hommes et femmes.

A partir de là, l'auteur présente, dans la première partie de l'ouvrage, un exposé critique de l'évolution de la pensée économique des premières théories sur la classe ouvrière, avec leur optique patriarcale, aux thèses féministes sur le travail des femmes (le travail domestique) développées dans les années soixante et soixante-dix. Celles-ci montrent, selon lui, d'une part, que Marx a fortement sous-estimé la quantité de travail incorporée dans la production des biens, d'autre part, que «la production de la plus-value comporte une double exploitation: celle de l'esclave domestique et celle du salarié». L'auteur rejoint ainsi les thèses de Miriam Glucksmann, qui abandonne les hypothèses dualistes sur lesquelles reposaient les analyses féministes et affirme qu'il faut voir les deux champs de l'économie capitaliste, le public et le domestique, comme deux secteurs indissociables.

Les parties suivantes traitent plus concrètement de la situation en Asie – du travail des femmes dans l'industrie en Inde et au Bangladesh, de leur rôle dans la production agricole dans ces mêmes pays, du phénomène de «japonisation» et du travail des femmes. On y trouve des chapitres sur le travail à domicile des femmes dans la confection au Bengale-Occidental, sur l'esclavage salarié des femmes dans la confection industrielle au Bangladesh, sur le système de gestion japonais comparé au fordisme. Dans diverses études, l'auteur se réfère directement, pour interpréter des phénomènes récents, à l'appareil d'analyse que Marx utilise dans *Le capital* – à la théorie de l'accumulation primitive pour expliquer la perte des terres et des ressources communautaires chez les paysans du Bangladesh, à la théorie de la journée de travail et à celle de la plus-value absolue dans l'étude du secteur de la confection au Bangladesh, à la théorie de l'armée industrielle

de réserve pour expliquer l'emploi à temps partiel de femmes d'un certain âge au Japon.

Stimulante, l'analyse emprunte aussi beaucoup aux théories féministes allemandes (celle de l'assimilation de la femme à la ménagère, celle du travail de subsistance), au féminisme du développement et au discours écoféministe qui se fait entendre en Inde. Dans sa conclusion, l'auteur reprend l'idée de Rosa Luxemburg selon laquelle le développement du système capitaliste par le processus d'accumulation requiert l'existence de secteurs non capitalistes de production, le système étant essentiellement contradictoire. Il est indispensable de reconnaître cette contradiction pour comprendre le travail des femmes dans l'économie capitaliste d'aujourd'hui. Se référant aux résultats de ses études sur les pays d'Asie, l'auteur constate que l'expansion du capitalisme global l'amène fatalement à investir et à incorporer, comme une pieuvre, des secteurs de plus en plus vastes des économies précapitalistes hors d'Europe.

M. A. L.

Papola, T. S.; Sharma, Alakh N. (directeurs de publication). **Gender and employment in India**. New Delhi, Vikas Publishing House, 1999. x + 439 pp. Tableaux, figures, index. ISBN 81-259-0700-9.

Cet ouvrage rassemble un choix de seize communications présentées lors d'un séminaire tenu à Delhi en décembre 1996 sous les auspices de la Société indienne d'économie du travail et de l'Institut de la croissance économique. Après un examen des aspects théoriques et pratiques de la mesure du travail féminin, du problème de l'«invisibilité» et de la sous-estimation de l'emploi des femmes dans les statistiques en particulier, il en étudie l'évolution quantitative, qualitative et structurelle, en s'ar-

rêtant notamment sur la place des femmes dans l'agriculture, le travail des femmes en dehors de l'agriculture dans les zones rurales et la situation des femmes dans le secteur informel.

Les communications qui suivent traitent de la discrimination à l'égard des femmes dans l'emploi et de son évolution probable (discrimination sur le marché du travail urbain, rémunération de la formation et discrimination, travail des filles et scolarisation comparée des garçons et des filles), puis des nouveaux problèmes et des nouvelles possibilités que l'ajustement structurel comporte pour les femmes.

On lira avec un intérêt particulier la communication de Nirmala Banerjee sur «le spectre de la féminisation», c'est-à-dire sur la perspective, soit d'un accroissement relatif de l'emploi féminin avec une stagnation de l'emploi total (ce qui entraînerait globalement une détérioration des rémunérations dans la mesure où les femmes gagnent moins en moyenne que les hommes), soit d'une augmentation de l'emploi dont les femmes bénéficieraient mais aux conditions qui leur sont généralement appliquées (ce qui entraînerait globalement une détérioration du régime du travail dans l'économie). L'auteur est conduite ainsi à discuter deux thèses opposées sur la féminisation de l'emploi et l'émancipation sociale des femmes. Selon la première, attribuée à Guy Standing (désigné, relevons-le, comme celui qui aurait au départ agité le «spectre»), la féminisation ne réduit guère la subordination des femmes, qu'elle pourrait même renforcer. Selon la seconde, avancée par Amartya Sen, le travail salarié accroît le pouvoir de négociation des femmes dans le ménage et dans l'économie et conduit donc à leur émancipation sociale. Pour Banerjee, il n'est pas possible de se prononcer de façon aussi tranchée dans un sens ni dans l'autre: tout dépend des conditions socioculturelles et du type d'emploi. Le travail n'accroît pas automatiquement le pouvoir de négociation des femmes, mais

le travail dans l'industrie le pourrait bien, notamment quand il rapproche des femmes qui connaissent les mêmes problèmes.

La dernière partie de l'ouvrage est consacrée aux mesures en faveur de l'emploi des femmes. L'examen détaillé d'une série de mesures de ce genre prises ces dernières années en Inde révèle qu'elles sont généralement positives. Il faudra peut-être conserver la formule des programmes spéciaux d'emploi, mais il importe de veiller aussi aux conditions d'emploi des femmes. Il conviendrait notamment de développer la sécurité sociale pour les travailleuses, employées pour plus de 90 pour cent dans le secteur informel.

Bien que l'ouvrage soit consacré à l'Inde, il est, par la diversité et l'intérêt des questions qui y sont abordées sur le plan de la théorie, de la méthodologie ou des faits, bien plus qu'une collection d'études purement nationales. Il faut relever la qualité des contributions qui ont été retenues pour publication et qui ont fait l'objet, on le devine, d'une attentive révision après le séminaire de 1996. Tout cela permet de recommander l'ouvrage à un très large cercle de lecteurs.

M. A. L.

Confédération mondiale du travail.

Genre et secteur informel. Bruxelles, CMT, 1999. 46 pp. Bibliographie. Publié aussi en anglais et en espagnol.

La mondialisation s'est accompagnée dans de nombreux pays d'une expansion du secteur informel de l'économie. Pour les syndicats, cela pose un double problème: la défense des intérêts des travailleurs de ce secteur appelle généralement de nouveaux modes de syndicalisation et

de représentation, et ces travailleurs sont en majorité des travailleuses; or, comme la CMT l'admet volontiers, «pour des raisons historiques, les syndicats classiques ne tiennent pas assez compte des besoins [de celles-ci]».

Née de la réflexion engagée lors de la 4^e Conférence internationale des femmes de la CMT tenue en 1997, cette brochure veut aider les syndicalistes à organiser les femmes du secteur informel selon une «approche genre» décrite dans le premier chapitre. Les chapitres suivants exposent, toujours selon cette approche, les grandes caractéristiques du secteur informel et les perspectives de la recherche, les relations entre ce secteur et le secteur formel, et les questions que la mondialisation et le développement du secteur informel soulèvent pour les syndicats.

Les syndicalistes sont invités à définir «des politiques qui favorisent la participation des femmes du secteur informel à tous les niveaux de l'organisation syndicale, en tant qu'actrices à part entière». Novatrices, les activités concrètes évoquées dans les conclusions portent notamment sur les loisirs, les projets générateurs de revenus, les actions d'éducation et de formation «axées sur les compétences spécifiques, la prise de conscience et les possibilités d'action collective». Les programmes préconisés ne devraient pas se limiter à l'aspect travail: ils devraient prendre aussi en compte – c'est un point particulièrement intéressant – les facteurs personnels et environnementaux des conditions de travail et de vie.

La brochure contient une liste des normes internationales particulièrement importantes pour les travailleuses, les normes de l'OIT principalement, et une brève bibliographie.

M. A. L.

Nouvelles publications du BIT

Gender and jobs: Sex segregation of occupations in the world. Par Richard Anker. Genève, 1998. xii + 444 pp. Tableaux, figures, bibliographie, index. 45 francs suisses. ISBN 92-2-109524-X¹.

La ségrégation professionnelle selon le sexe, qui assigne aux hommes et aux femmes des tâches et des emplois différents sur le marché du travail, persiste partout malgré l'accroissement du taux d'activité des femmes et l'élévation de leur niveau d'instruction et de formation. C'est un phénomène dont la compréhension est extrêmement importante, dans l'optique de la recherche comme dans celle de l'action publique, en raison de ses graves conséquences: exclure une majorité de travailleurs de l'exercice d'une majorité de professions, c'est, comme l'indique l'auteur, mal utiliser les ressources humaines, introduire des rigidités dans l'emploi, réduire les possibilités d'adaptation de l'économie. La ségrégation tend à enfermer les femmes dans un petit nombre de professions de niveau inférieur, au bas de l'échelle des rémunérations. Généralement préjudiciable aux travailleuses, elle peut cependant, dans certains cas, leur être favorable: actuellement, par exemple, c'est dans des professions «féminines» qu'on observe souvent une expansion de l'emploi.

Divisé en cinq parties, cet ouvrage étudie les caractéristiques de la ségrégation professionnelle hommes-femmes dans le monde, son évolution et ses mécanismes. La première partie fait le point des explications qui ont été données du phénomène, des théories en présence, et des principales études internationales sur le sujet. La deuxième présente les données utilisées et expose les problèmes de comparabilité; elle décrit les divers indicateurs employés et étudie la relation entre les mesures de la ségrégation et le degré d'agrégation ou de désagrégation des données (l'extension des professions considérées). La troisième partie dresse un tableau de la ségrégation aujourd'hui, de son importance et de ses caractéristiques, et la quatrième en étudie l'évolution entre les années soixante-dix et les années quatre-vingt-dix. Les principaux résultats sont récapitulés dans la cinquième partie, avec les conclusions.

Il est difficile, dans les limites d'une notice comme celle-ci, de rendre compte d'une telle étude, de la profondeur de l'analyse et de l'étendue des résultats. Eclairant, stimulant, l'ouvrage, pourtant technique, est aussi plaisant à lire. L'auteur a l'art d'expliquer simplement des choses complexes, dans un texte accessible au lecteur moyen comme au spécialiste. La force de l'étude tient notamment à la richesse des données et à la multiplicité des instruments de mesure utilisés.

Les études effectuées jusqu'ici portaient le plus souvent sur un seul pays. Lorsqu'elles s'étendent à plusieurs, c'est en général pour des catégories professionnelles très larges, et les données, en pareil cas, masquent d'importantes différences dans les emplois que les hommes et les femmes exercent. L'étude de Richard Anker se fonde

¹ En raison de son intérêt particulier dans la perspective de ce numéro de la *Revue internationale du Travail*, cet ouvrage du BIT fait l'objet d'une notice spéciale d'Adriana Mata Greenwood, du Bureau de statistique. Voir aussi, rédigés par Richard Anker et par Helinä Melkas et Richard Anker, les deux articles publiés sur ce sujet dans la *Revue*, vol. 136 (1997), n° 3.

au contraire sur des données extrêmement détaillées, qui portent sur 41 pays de toutes les régions du monde, à tous les stades de développement socio-économique, où se rencontrent toutes les conditions en matière d'emploi, et sur plus de 150 catégories professionnelles en moyenne. Les résultats montrent que, plus les données sont désagrégées, plus elles font ressortir les différences de situation professionnelle entre les hommes et les femmes et l'importance de la ségrégation (on pourra découvrir en effet, dans des catégories très larges où les femmes semblent bien représentées, qu'elles se concentrent en fait dans quelques grandes professions, à côté desquelles il en existe toute une série d'autres où l'on trouve principalement des hommes). On constate aussi que les statistiques nationales ont tendance à donner une vue moins juste des choses pour les femmes que pour les hommes, dans la mesure où la désagrégation est plus poussée pour les professions «masculines» que pour les professions «féminines».

Pour réduire les problèmes de comparabilité des données et pour mieux cerner les multiples aspects de la ségrégation professionnelle, l'étude utilise – c'est un autre de ses points forts – plusieurs indicateurs. A côté de l'indice de disparité (ID), indice couramment employé qui renseigne synthétiquement sur le phénomène de ségrégation, elle utilise un indice ID corrigé en fonction du nombre de catégories professionnelles considérées, différent selon les pays. Elle propose en outre une variante de cet indice qui tient compte du fait que l'inégalité dans l'emploi touche aussi les femmes absentes du marché du travail, celles qui se consacrent exclusivement aux tâches domestiques. Le plus important, peut-on penser, est le large usage d'indicateurs descriptifs qui saisissent de façon plus intuitive la structure et l'évolution des emplois – «masculins», «féminins» et mixtes – dans le cadre de la ségrégation générale hommes-femmes, ce qui

permet d'en donner un tableau beaucoup plus complet.

L'auteur montre que la ségrégation professionnelle selon le sexe est importante dans tous les pays, la moitié environ des travailleurs exerçant leur activité dans des professions où l'on trouve principalement soit des hommes, soit des femmes. C'est dans la région Asie-Pacifique qu'elle est la plus faible, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord la plus forte. Dans les pays de l'OCDE et dans les pays d'Europe centrale, elle se situe entre ces extrêmes; chose étonnante, c'est, pour ce groupe, dans les pays scandinaves qu'elle est la plus importante. La situation est amplement expliquée dans l'étude. La ségrégation a diminué depuis les années soixante-dix, notamment avec l'accroissement du taux d'activité des femmes; la baisse n'a pas été de même ampleur cependant dans toutes les régions.

Un des grands enseignements de l'étude est que la ségrégation professionnelle hommes-femmes est étroitement liée aux conditions socioculturelles et historiques, assez peu aux conditions socio-économiques et à la situation de l'emploi. Ce sont les stéréotypes et les préjugés sur les aptitudes, les préférences et les vocations respectives des hommes et des femmes qui déterminent le compartimentage des professions, la concentration des femmes dans certaines, et qui nourrissent la discrimination à leur encontre. Emplois «masculins», emplois «féminins»: les stéréotypes fixent toujours dans une large mesure les caractéristiques des uns et des autres, les capacités qu'ils sont censés exiger, limitant la liberté de choix des travailleurs quant à l'emploi qu'ils voudraient exercer et la liberté de choix des employeurs quant au personnel qu'ils voudraient recruter. C'est ainsi qu'il n'existe pas de véritable égalité de chances sur le marché du travail, pas plus pour les hommes que pour les femmes, cette égalité qui devrait être, selon l'auteur, le grand objectif à atteindre.

Voilà un ouvrage qui apportera beaucoup à tous les lecteurs qui s'intéressent à la situation des hommes et des femmes dans le monde du travail et, plus particulièrement, au problème de la segmentation du marché du travail et à celui de l'égalité des chances. C'est une étude qui ouvre aussi la voie à d'autres, sur des questions que l'auteur n'a pu aborder, parce que les données ne le permettaient pas, mais auxquelles il faudra s'attaquer à l'avenir: la ségrégation verticale dans les professions (les chances que les hommes et les femmes y ont d'accéder aux postes élevés) et les obstacles que les femmes rencontrent dans leur progression professionnelle (le fameux «plafond de verre»); la ségrégation professionnelle hommes-femmes au niveau des entreprises; la ségrégation professionnelle et les disparités de rémunération; l'influence de l'âge, de la situation matrimoniale et du type d'emploi (à plein temps, à temps partiel) sur la ségrégation.

Negotiating flexibility: The role of the social partners and the State. Publié sous la direction de Muneto Ozaki. Genève, 1999. x + 157 pp. Tableaux, bibliographie. 25 francs suisses. ISBN 92-2-110865-1.

L'intensification de la concurrence pose le problème de la flexibilité du marché du travail. Cet ouvrage examine l'étendue du phénomène et le rôle de la négociation

collective dans l'aménagement de la flexibilité.

L'analyse porte sur quatre grands domaines: le contrat de travail, la rémunération, la durée du travail, l'organisation du travail. Sur la base de vingt-deux études qui apportent des informations détaillées sur autant de pays, développés ou en développement, d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud et d'Asie, l'ouvrage décrit les mesures qui ont été prises pour ménager plus de flexibilité dans l'emploi, la position des employeurs et des syndicats sur la question et l'évolution du rôle de l'Etat dans les relations professionnelles.

Mesures législatives, négociation collective, contrat individuel de travail, décision unilatérale de l'employeur: l'étude montre les différents moyens d'introduire plus de flexibilité sur le marché du travail. Il apparaît que la négociation collective est sans doute le plus efficace dans la mesure où elle engage employeurs et travailleurs dans le processus de changement.

Les résultats de la négociation sont analysés au niveau national, au niveau du secteur et à celui de l'entreprise, en même temps que les répercussions que l'accroissement de la flexibilité peut avoir sur la sécurité de l'emploi, la durée du travail et la vie personnelle des travailleurs notamment. L'étude se clôt sur une évaluation générale de ce que la négociation collective a apporté à la flexibilité de l'emploi et sur un examen des moyens d'en accroître l'efficacité à l'avenir.